

"2001 Année de la Santé Mentale" en Belgique

Est-ce, enfin, vraiment la lutte contre les maladies mentales, ou seulement une illusion, une imposture humanitariste de plus?

Selon les indications qu'on pouvait lire dans le n° 23 (décembre 2000 - février 2001) du Périodique trimestriel de la Fédération des Associations SIMILES francophones (une des organisations intéressées à cette manifestation), quatre objectifs sont visés, repris textuellement ci-après:

1. Faire prendre conscience que la santé mentale est essentielle, tout autant que la santé physique;
2. Sensibiliser aux difficultés et aux problèmes que soulève la santé mentale;
3. Faire connaître les actions et les aides mises en place pour améliorer la santé mentale;
4. Faire accepter la différence de l'autre.

Le point 1 perpétue une très ancienne distinction arbitraire entre santé mentale et santé physique qui, de nos jours, n'a plus aucune raison d'être qui soit scientifiquement fondée, et ainsi entretient précisément tous les préjugés les plus communément répandus, ceux que justement on désire dénoncer et qu'on prétend combattre.

Les initiateurs de "2001 Année de la Santé Mentale" se gardent bien de dire ce en quoi, selon eux, consiste la "santé mentale", ce que, pour eux, elle a de spécifique. Ils laissent ainsi transparaître qu'eux aussi, comme presque tout le monde, ils n'osent habituellement parler des "maladies mentales" que par euphémismes, qu'ils ne sont donc pas eux-mêmes exempts des préjugés et superstitions qu'ils ne prêtent qu'aux autres.

Il est temps de parler clair, de dire sans détours ce que sont les "maladies mentales". Arrêtez, s'il vous plaît, de parler de "Santé Mentale" avec des majuscules en laissant à chacun le soin d'y mettre la signification qui l'arrangera le mieux (ou le dérangerá le moins), ce qui engendre tous les malentendus et autorise l'inaction. (*En fait, la dénomination de "**Santé mentale**" n'est qu'une mauvaise tentative d'euphémisme par litote, ce que semblent avoir oublié ceux qui s'en servent et qui, par conséquent, s'y empêtrent, comme on pourra le voir plus loin.*)

Mais à qui faut-il parler clair? A qui faut-il "faire prendre conscience..."? **On ne nous le dit pas.**

Il faut parler clair, **en priorité**, à tous ceux qui sont directement concernés par les maladies mentales:

› **aux proches des malades**, pour qu'ils soient capables de prendre eux-mêmes leur sort en mains;

› **aux professionnels du secteur** de cette fameuse "Santé Mentale", pour qu'ils assument leurs responsabilités en se formant, en apprenant, et en exerçant avec compétence, de manière réellement professionnelle, le métier qu'ils ont librement choisi en toute connaissance de cause: soigner, prendre soin des malades mentaux et les accompagner avec humanité, comme il est normal de le faire pour tout être humain dont on doit respecter l'humanité.

Mais vouloir "faire prendre conscience..." à ceux qui **ne savent pas et ne veulent rien savoir, rien entendre**, c'est perdre son temps. Ceux-là, ce sont, malheureusement, la majorité des bien portants. Ce sont ceux qui, comme vous et moi, sont à juste titre terrifiés par la représentation qu'il se font de la vie intérieure et de la "non-vie" d'un malade mental, quand ils essayent de s'imaginer "dans sa peau". Mais, sauf quelques-uns, la majorité choisiront toujours d'ignorer ce cauchemar, croyant ainsi éviter et s'épargner par l'indifférence ou la fuite un malheur auquel ils abandonnent les autres. Commencez donc par "faire prendre conscience..." à ceux dont, depuis longtemps, ce devrait être le premier des devoirs, puisqu'ils prétendent en faire métier. On peut espérer que cette étape une fois franchie, d'autres suivront. Ne mettez pas la charrue avant les boeufs!

Quant au point 2, voyez à quelle absurdité vous entraîne l'emploi des euphémismes abusifs! Depuis quand la santé, qu'elle soit mentale ou non, devrait-elle soulever des difficultés et des problèmes? La santé, c'est comme le bâtiment qui va: on a la santé quand elle est **bonne**. Les problèmes et les difficultés, c'est la maladie qui les crée, c'est la maladie qui est la négation et la destruction de la santé, et jouer sur les mots, c'est se moquer du monde.

C'est ainsi que pareils abus de langage conduisent certains journalistes de la grande (?) presse quotidienne à publier des articles avec des titres aussi dépourvus de sens que: "**Positiver et accepter la santé mentale**" (<http://www.lalibre.be>, 07/04/2001, sous les initiales T.D.G.).

Le mépris du sens de leurs phrases n'est pas le privilège des seuls journalistes. Nos élus politiques n'éprouvent aucune peine à les égaler et parfois même à les surpasser sur les plans de la méconnaissance et de l'incompréhension flagrantes du sujet abordé, de la syntaxe erronée, du style et du contenu rédactionnels respectivement obscurs et vagues, qui tous constituent une insulte à l'intelligence de leurs électeurs. C'est ainsi que l'une d'elles (députée MR wallonne de Warneton - Comines) nous dit, entre autres joyeusetés: "Le concept de santé mentale est donc encore aujourd'hui fort méconnu mais je suis certaine que, grâce à toutes les initiatives prises en la matière, nous pourrions très prochainement lutter de manière efficace contre **ce nouveau fléau du XXIème siècle**." (si nous en croyons les uns et les autres, il faudrait à la fois lutter contre le fléau de la santé mentale et le "positiver"? *Pour ceux qui seraient curieux d'un morceau d'anthologie de campagne électorale:* http://www.bertouille.org/htdocs/html/cb/tribunes/cb_trib_12.htm).

Qui faut-il "sensibiliser" aux problèmes engendrés par la **maladie** mentale? **On ne nous le dit pas**. C'est pourquoi il est nécessaire de compléter cette phrase tellement vague qu'elle en perd toute signification.

Les **malades, leur entourage et leurs familles** sont bien au courant - forcément - des "difficultés et problèmes" qu'ils rencontrent. Ils n'ont donc aucun besoin d'être sensibilisés et beaucoup d'entre eux sont même devenus allergiques à ces problèmes!

Sensibiliser **le grand public en général**, c'est essayer d'impliquer les gens bien portants. Or, comme on vient de le dire, ceux-là refusent d'être impliqués, ils préfèrent ignorer ce qui sûrement les dérangerait et à quoi, ils en sont sûrs, ils ne pourraient quand même rien changer. De toutes façons, se disent-ils avec une certaine logique, c'est l'affaire des professionnels du secteur, ce n'est pas la nôtre. Le directeur d'une des associations initiatrices de cette manifestation, lui-même semble, un peu comme malgré lui, laisser transparaître son scepticisme quant à l'utilité de cette "campagne" dont il paraît d'ailleurs avoir du mal à préciser ce qu'il appelle "le véritable enjeu". (Article "*Carte Blanche*", pp. 22-23 du n° 21 de mars 2001 de "*Bruxelles Santé*", voyez <http://www.questionsante.org>)

Restent les "**professionnels**". De ceux-ci, on pourrait supposer que s'ils ont choisi d'exercer le métier qu'ils font, c'est justement parce qu'ils étaient, d'avance,

"sensibilisés aux difficultés et aux problèmes que soulève la santé mentale". Cependant, voilà, la présence du point 2 parmi les objectifs de "2001 Année de la Santé Mentale" conduit à penser que leur sensibilisation **à eux** pourrait laisser à désirer. Si c'est le cas, pourquoi ne pas les nommer et le leur dire, **à eux** et bien haut pour qu'ils se reconnaissent? Le professeur Norman Sartorius (président des Associations Mondiale et Européenne de Psychiatrie), que certaines associations Similes aiment à citer pour ses vues sur la "déstigmatisation", admettait lui-même que "*Il est difficile d'envisager d'emblée de changer l'image des malades mentaux auprès du public. Mais nous pouvons au moins oeuvrer à faire changer les attitudes du corps médical.*" (in: Les Troubles Schizophréniques, pp. 79-80. M. De Clercq & J. Peuskens Eds., De Boeck & Larcier, s.a., Paris Bruxelles 2000, ISBN 2-8041-3134-3).

Le **point 3** veut "faire connaître les actions et les aides mises en place pour améliorer la santé mentale". Tel qu'il est présenté ici, l'objectif visé ne peut être clair pour le public non averti qu'on prétend "sensibiliser", et ne peut que l'amener à se poser plusieurs questions qui, elles, par contre sautent aux yeux immédiatement.

Ainsi, la **santé** mentale, pour qu'il faille l'améliorer, ne serait-elle pas aussi **bonne** qu'on pourrait le souhaiter? On pourrait imaginer que les professionnels du secteur devraient être, en principe et par définition, les experts en ce domaine. N'en prenons pour preuve que le fait que c'est à eux uniquement que le politique, les profanes et les malades s'adressent (et on les leur indique) pour s'informer sur les sujets liés à la "santé mentale".

Pourtant, à la différence d'autres catégories professionnelles (enseignants, magistrats, avocats, policiers et gendarmes ou encore infirmières, etc., etc.) qui n'hésitent pas à manifester pour revendiquer de meilleures conditions de travail quand elles leur semblent compromises, on n'entend guère les psychiatres et psychologues ou autres professionnels de la "santé mentale" revendiquer pour une meilleure prise en charge des malades mentaux ("améliorer la santé mentale"). Estimeraient-ils donc, grâce à leur expertise et en désaccord avec les initiateurs de cette "2001 Année de la Santé Mentale", que, comme sans doute son nom l'indique, la "Santé Mentale" telle qu'elle est aujourd'hui ne peut être que bonne, et que, selon le proverbe, le mieux est l'ennemi du bien? Ou seraient-ils mal informés, eux-aussi, mais alors qu'en serait-il de leur expertise?

Pourquoi faut-il faire connaître les "actions et aides mises en place..."? Sont-elles donc tellement confidentielles que même les professionnels n'en auraient pas connaissance? Si elles ne sont pas assez connues, est-ce à cause de leur discrétion qui friserait la timidité? Faut-il les faire connaître pour qu'elles fonctionnent mieux, ou est-ce parce qu'elles sont inefficaces qu'elles ne parviennent pas à se faire connaître? Mais en quoi une publicité qui ne pourrait tout au plus que flatter leur image sans rien changer par ailleurs, devrait-elle en même temps améliorer leur bilan thérapeutique?

(la publicité pour une mauvaise lessive peut, pour un temps, en améliorer les chiffres de vente, elle ne la fait pas laver plus blanc pour autant; d'ailleurs, les spots publicitaires télévisés au texte sibyllin limité - peut-être pour éviter de dire des âneries? - comme, par exemple, "La Santé Mentale, j'en parle...", ne véhiculent en réalité aucun message qui soit utile ou informatif).

Si même les professionnels du secteur, les experts reconnus en matière de "santé mentale", n'éprouvent pas le besoin de mieux connaître les "actions et aides mises en place...", c'est peut-être qu'elles n'en valent guère la peine. Pourquoi alors lui, le grand public, devrait-il s'en soucier, et ne pas faire confiance aux experts?

Le **point 4** nous dit qu'il faut "faire accepter la différence de l'autre". Les promoteurs de "2001 Année de la Santé Mentale" sont-ils à ce point frileux qu'ils n'osent eux-même appeler les malades mentaux par leur nom et qu'ils désignent "l'autre" comme si c'était un objet de honte? Ce

point est celui de la "stigmatisation" des malades mentaux, une légende entretenue par les psychiatres, et dont il est fait justice ailleurs (v. stigmatisation).

Et voici, en bonus, un **point 5** repris d'un périodique médical belge:

Dans un article intitulé "2001, Année de la Santé Mentale" (*n°562 du 11 juillet 2001 du périodique "Le Généraliste", destiné aux médecins*), la journaliste Claire Coljon écrit en sous-titre: "2001 offre aux Ligues bruxelloise francophone et wallonne pour la Santé mentale l'occasion de réfléchir à **une juste définition de la notion de santé mentale** et aux meilleurs moyens de prise en charge des personnes..."

Ces Ligues qui disent oeuvrer **pour la santé mentale**, elles existent pourtant depuis bien avant 2001? Ont-elles donc eu besoin d'attendre une "occasion" comme celle de 2001 pour seulement réfléchir (enfin!) à une juste définition de ce dont elles prétendent assurer la promotion? Voilà qui laisse perplexe! Pareille réflexion fondamentale, des naïfs la croiraient devoir être fondatrice et permanente. Quelle est donc, chez ces Ligues "**pour la Santé Mentale**", l'activité envahissante et obsédante, prioritaire et urgente au point d'avoir, jusqu'à présent, prévalu sur toute autre "occasion" de cette réflexion? Comment ces associations sont-elles donc, pendant des années, parvenues à promouvoir, malgré tout, des objectifs dont elles n'avaient pas eu "l'occasion" d'établir, par une réflexion préalable, une "juste définition"? Miracle? Mystère? La conjonction des deux, peut-être?

Un bonus supplémentaire constitue le **point 6**.

Il paraîtrait, d'après le directeur de la Ligue bruxelloise francophone pour la santé mentale (v. le quotidien "*Le Soir*" du 25 août 2001, *Carte blanche*, "*La santé mentale, c'est quand on n'est pas fou ?*"), que

"Déjà, définir la santé mentale n'est pas un mince affaire. En mots simples ou compliqués, l'explication nous échappe constamment. Pas étonnant qu'interrogés à l'improviste, la plupart répondent: "la santé mentale..., c'est quand on n'est pas fou",... comme si la santé n'était là que pour nous épargner la maladie."(sic)

Je fais sûrement partie de la plupart de ces frustes qui, malgré qu'on leur pose la question à l'improviste, parviennent à se contenter de la **réponse méprisée, parce qu'elle est la bonne**, alors que d'autres, qui disent s'évertuer et s'interroger constamment, ne parviennent pas à la saisir, nouveaux Achilles prétendant poursuivre une tortue... Ces têtes pensantes se triturent les neurones pour n'arriver qu'à faire des noeuds (*pourtant, là n'est pas l'origine de l'expression "tête de n...."*).

Tout d'abord, l'amour des formules sonores ou des belles phrases entraîne souvent ceux qui les distillent à perdre de vue le sens qu'ils croyaient y mettre. Et alors, comme de juste, le peu de sens qui peut-être s'y trouvait à l'origine ne peut que s'en évaporer. Je ne crois pas que quiconque aujourd'hui attribuerait à la santé, concept issu de l'esprit humain, des intentions personnalisées. Personne ne croit que, comme la bonne fée protectrice de la Belle au bois dormant se penchant sur le berceau de la princesse, la "santé soit là pour **nous épargner**" quoi que ce soit, et n'y croient peut-être que ceux-là mêmes qui, paternalistes ou "protecteurs", voudraient attribuer cette croyance aux simples pour lesquels on voudrait nous faire passer. La santé est là (*ou bien la maladie l'abolit*), **un point, c'est tout**. Mais passons...

Ensuite, imaginons un instant un monde où les maladies n'existeraient pas, où l'usure liée à l'âge serait inconnue, où les accidents mutilants et invalidants n'arriveraient jamais. Je doute fort que dans ce monde paradisiaque le concept de santé s'impose jamais à l'esprit de ses habitants: il serait superflu, inutile, et sans doute le mot santé n'aurait même jamais été inventé. Je prétends que dans notre monde réel à nous, tout comme dans ce monde utopique un instant imaginé, le concept de santé, qu'elle soit "mentale" ou autre, n'est difficile (**et même impossible!**) à définir que pour ceux qui se refusent à reconnaître sa relation nécessaire au concept de maladie. Tant qu'on s'obstinera - pathologiquement - dans cette attitude d'aveuglement, tous les discours tenus sur la "Santé" et sur la "Santé mentale" par des responsables (?) atteints de cécité d'origine idéologique, volontaire ou congénitale, seront totalement dépourvus de sens, ils ne seront que l'équivalent d'une sorte de masturbation verbale.

Ce sont les mêmes ("*Bruxelles Santé*" de mars 2001) qui, déjà, affirmaient que les professionnels de la "Santé Mentale" redouteraient à juste titre "les dangers de la vulgarisation" à propos des maladies mentales, et qui maintenant nous disent que "*La santé mentale n'est pas seulement l'affaire des spécialistes. Chaque personne est compétente, pour elle-même et pour ses proches. La **scientificité et l'hermétisme de la spécialisation** ont tendance à faire oublier cela.*" Selon les moments et selon les supports médiatiques où l'on s'exprime, on peut donc affirmer tour à tour tout et son contraire. De surcroît, on a l'aplomb de parler de "scientificité de la spécialisation", ce qui est se moquer du monde, car cela ne revient qu'à accréditer une nuée délibérément entretenue par un jargon ridiculement creux et volontairement hermétique.

Ce sont les mêmes qui craignent le "risque" de limiter la campagne "2001-Année de la Santé Mentale" à de la "simple philanthropie". Et en quoi, s'il vous plaît, la simplicité de la philanthropie constituerait-elle un défaut? Pourquoi mépriser la philanthropie, elle qu'en ce domaine on a si peu vue jusqu'à présent? Il paraît qu'elle correspondrait à "*la banalisation de notre regard sur ce qui fait la différence entre les parcours de vie des humains*"!

Ceux qui osent, du haut de leurs confortables positions bien aseptisées, parler de banalisation du regard à propos des maladies mentales et de leurs victimes étalent, avec une complaisance et une apparente candeur proches de l'inconscience (*ou devrions-nous, avec Albert Camus, parler d'obscénité?*), leur totale méconnaissance et incompréhension de ce sur quoi ils glosent (*qu'ils essayent donc, de banaliser, juste "pour voir"!*) Et si, l'espace d'un instant, on leur accordait le bénéfice du doute sur la "banalisation du regard", celle-ci ne vaudrait-elle pas encore mieux, tout compte fait, que ce qu'ils font depuis longtemps, c'est-à-dire ignorer et **détourner soigneusement leur regard, précisément de ceux qui, en priorité, auraient le plus besoin** de cette aide et de ce soutien que certains proclament promouvoir mais dont, en fait, ils se bornent à en dire qu'on y réfléchit?

Cette campagne n'est, en effet, qu'une opération publicitaire au seul bénéfice de l'ensemble des organisations elles-mêmes qui se targuent, avec la bénédiction des autorités publiques, de "promouvoir la santé mentale". Et s'il est vrai que cette brève campagne comporte un risque, ce n'est pas celui que ses promoteurs dénoncent ou disent redouter. Ce risque, c'est celui qu'ils prennent en rendant leur discours enfin accessible à tous, permettant ainsi à tous de reconnaître le vrai visage des "acteurs de la santé mentale", permettant à chacun de juger de la vraie nature de leur "action", de comparer les paroles aux actes, d'apprécier **leurs résultats sur le terrain**. Ce risque, ils l'ont pris. Il est trop tard pour reculer. Et si le risque se concrétise, cette campagne aura quand même été utile, mais pas exactement comme ses promoteurs sans doute le prévoyaient.